

L'Humanité rouge

Prolétaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

Samedi 26
Dimanche 27
février 1977

No 634

1,50 F

B.P. 61
75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72
La Source

Commission paritaire
No 57952

L'«esprit d'Helsinki»

HEGEMONISME ET SOUMISSION

Libertés, détente... tous ces mots figurent bien dans l'acte final signé le 1er août 1975 à Helsinki par les chefs de tous les pays d'Europe de l'Ouest et de l'Est, y compris les États-Unis et le Canada.

A une exception près toutefois : celle de la République populaire socialiste d'Albanie qui a dénoncé cette farce comme «la Conférence de l'insécurité européenne» en même temps que le Parti communiste chinois évoquait à son propos un «nouveau Munich».

Car «l'esprit d'Helsinki» c'est avant tout celui des ambitions folles des deux superpuissances qui rivalisent pour la domination du monde. Au-delà de leurs mots sonores et de leurs discours ronflants qui parlent aux peuples de «paix et de coopération», il n'est désormais plus possible de ne pas entendre le cliquetis de leurs armes, le roulement des tanks, le bruit des bottes qui se développent à l'Est des frontières de l'Europe Occidentale et parlent de préparatifs de guerre et non de paix.

Inquiet du déséquilibre croissant qui se développe à ses dépens, le nouveau chef de file de l'impérialisme US tente d'intimider Moscou en brandissant la «3e Corbeille» d'Helsinki, celle qui parle des droits fondamentaux de l'homme si odieusement foulés aux pieds par l'URSS.

Mais outre qu'il est bien mal placé pour parler de liberté et de démocratie, Carter se berce d'illusions. Le social-impérialisme ne connaît qu'un seul langage, celui de la force et il sait qu'il marque des points importants sur ce terrain.

L'«esprit d'Helsinki», celui de la prochaine conférence de Belgrade qui se tiendra en juin prochain, c'est aussi celui de Munich, de la soumission, de la capitulation.

C'est celui de l'hypocrisie et du mensonge au nom desquels le gouvernement français développe publiquement la politique des sourires à l'égard de Moscou, invite Brejnev, l'Hitler de notre temps, refuse de se prononcer sur le fascisme qui règne en URSS au nom de la «non-ingérence».

Pendant ce temps, dans le secret des États-majors, on s'inquiète de plus en plus des intentions ouvertement agressives et expansionnistes de l'URSS.

Pendant ce temps, celle-ci fustige la presse française, surveille nos côtes, s'ingère grossièrement et quotidiennement dans les affaires intérieures françaises.

C'est pourquoi, loin d'en réclamer l'application, nous appelons à combattre fermement «l'esprit d'Helsinki», à refuser le chloroforme de la fausse détente avec lequel on prétend nous endormir.

SIDERURGIE LES NATIONALISATIONS UNE POMME DE DISCORDE

La crise grave que traverse depuis deux ans la sidérurgie, le gouvernement et le patronat prétendent y mettre un frein. De son côté, la fausse gauche fait mille et une promesses... sur ce qu'elle ferait si elle était au pouvoir. Tous les clans de la bourgeoisie prennent position pour ou contre une éventuelle nationalisation. De lutte contre tout licenciement il n'en est pas question, chacun présente sa recette de rafistolage. Dans une telle période électorale, chacun cherche à se montrer le meilleur gestionnaire et parle des intérêts des travailleurs dont c'est pourtant le dernier de leurs soucis.

Le gouvernement, par l'instrument de son 1er ministre (et ministre des Finances) et de D'Ornano (ministre de l'Industrie et de la recherche) a présenté les grandes orientations de sa

politique pour soi-disant remédier à la crise. Sa politique se résume par : «restaurer la compétitivité» !

D'Ornano a déclaré que le gouvernement voulait voir

«la France disposer d'une sidérurgie puissante, moderne, qui soit en mesure de rivaliser avec ses concurrents mondiaux».

(suite p.3)

Les projets de d'Ornano

Recréer une «fraternité urbaine» en renforçant la police

D'Ornano, candidat giscardien à la mairie de Paris se montre fort soucieux de «protéger les Parisiens» en «recréant les conditions d'une véritable fraternité urbaine», «les aider à mener une vie normale dans un milieu urbain de plus en plus hostile».

Et, bien entendu, il en tire les mêmes conclusions que tous les autres candidats et hommes politiques bourgeois : il propose d'améliorer la sécurité en renforçant la police. Mais, sans doute pour rivaliser avec la

gauche sur ce terrain, il s'est montré plein de tact. Il préconise un renforcement de la répression, qui tout en étant effectif, ne gêne pas la population. «La bonne méthode», a-t-il déclaré, est la présence de la police sur la voie publique ; non pas une présence massive et permanente, qui pourrait indisposer, mais une présence active et judicieuse.»

Il se propose notamment de créer de nouveaux postes de police «mieux déconcentrés» et de généraliser les «flottiers».

Semaine anti-impérialiste

dédiée au Président Mao-Tsé-Toung le plus grand révolutionnaire de notre époque

DU 26 FEVRIER AU 5 MARS

à la Cité Internationale 3d Jourdan

— LE 26 FEVRIER MAISON D'ITALIE

* Ouverture solennelle à 14 h par les organisations coignatrices de la plate-forme

* Hommage au président Mao Tsé-toung

* Messages de soutien

* Film sur le Pérou présenté par l'ADEPEP

* Court métrage sur le Cambodge par des patriotes du Kampuchea

* Exposition «Hommage à Mao Tsé-toung»

Plusieurs soirées avec tables de presse et panneaux seront animées par les organisations suivantes :

LE 28 FEVRIER (MAISON D'ITALIE)

A 20 H

— UGET (CSP), Comité de soutien à la Révolution palestinienne, MIL, FUDE (espagnol), FPC (Chili)

LE 1er MARS — MAISON DE LA NORVEGE

A 20 H

— UNECA (Centre Afrique), UNEECI (Côte d'Ivoire), AMFP (avec film)

LE 3 MARS — MAISON D'ITALIE —

A 20 H

— AEOM (Madagascar), AGEG (Gabon), ASEC (Comores), UNEK (Kenya)

Dans notre journal daté du mardi 1er mars, paraîtra un important éditorial de Jacques Jurquet - directeur politique de l'Humanité rouge portant sur les transformations dans la presse des communistes marxistes léninistes de France

«Réforme des rythmes scolaires»

NOUVELLE TACTIQUE DE HABY TOUT EN «SOUPLESSE»

Haby, ministre de l'Éducation nationale, a toujours l'intention de mettre en application à la rentrée prochaine le projet de réforme qui porte son nom. Mais il se souvient du vaste mouvement de protestation qu'il avait provoqué dans la jeunesse et parmi nombre d'enseignants au printemps dernier. Aussi il a décidé de préparer soigneusement l'opinion en faisant du battage sur les rythmes scolaires, et l'«adaptation» à la psychologie de l'enfant des nouveaux programmes. La semaine dernière il a fait part à Giscard et Barre, lors d'un conseil restreint, des projets de «réforme des rythmes scolaires» qu'il doit présenter prochainement au conseil des ministres. Voyons de quoi il retourne et ce que nous mijote Haby.

Il propose tout d'abord de ramener la durée des cours dès la prochaine rentrée à 50 minutes, les dix minutes restantes étant consacrées à des activités de «détente».

«Les médecins sont unanimes, a-t-il dit, à constater qu'au-delà d'une certaine durée l'attention baisse chez les enfants».

En ce qui concerne l'organisation de la semaine, Haby a proposé deux schémas «extrêmes» :

— un schéma «concentré» où toutes les disciplines intellectuelles seraient bloquées sur 5 matinées dont celle du mercredi, les après-midi étant consacrés aux activités manuelles, esthétiques, sportives, etc.

— un schéma «étalé» intercalant tout au long de la journée disciplines intellectuelles et détente. Très habilement, il entend laisser chaque établissement choisir à sa convenance après «concertation avec les usagers et les municipalités».

Le 3e projet de réforme vise à «équilibrer réellement les trimestres» en consacrant «totalement» le 3e, d'habitude le plus chaud dans les luttes de l'école, à l'activité scolaire.

(suite p.6)



Tanzanie

SUCCES DANS LA CONFIANCE EN SOI

Le mois de février marque le 10^e anniversaire de la publication de la Déclaration d'Arusha. Une grande cérémonie a eu lieu ce jour-là en Tanzanie, à laquelle étaient présents des invités étrangers venus de plus de 40 pays, y compris la Chine.

Publiée il y a dix ans par le président J. K. Nyerere, cette déclaration est un do-

document-programme qui stipule que compter sur ses propres forces est une politique fondamentale pour le développement de la Tanzanie. La déclaration indique que : «L'indépendance signifie la confiance en ses propres forces. L'indépendance ne pourrait être véritable si une nation dépendait des prêts ou des dons

de l'étranger pour son développement.»

Elle souligne notamment : «L'agriculture est à la base du développement.» Après sa publication, la Tanzanie a étatisé les banques, les compagnies d'assurance, de grandes usines, l'industrie alimentaire, la vente en gros, le commerce d'importation et d'exportation à capital

étranger, construit et développé de nombreuses usines, employé des cadres africains fondé ses établissements d'enseignement supérieur et liquidé l'analphabétisme. Dans les régions rurales, elle a élevé la production des céréales, construit des ouvrages hydrauliques, déclenché le mouvement des villages «Ujamaa» groupant des paysans dispersés pour passer graduellement à la production collective.

Dans l'esprit de cette déclaration - s'appuyer sur ses propres forces - la Tanzanie a enregistré de grands progrès au cours de ces dix dernières années :

- La valeur globale de la production industrielle a augmenté de 12 fois.

- Les effectifs des ouvriers sont 2,5 fois supérieurs à ceux de 1967.

- En 1967, le pays était presque incapable de fabriquer des tissus avec son propre coton ; mais en 1975, la Tanzanie possède huit usines textiles produisant 84 millions de mètres de cotonnades. La production du sisal s'est considérablement accrue.

- Le mouvement des villages «Ujamaa» est achevé pour l'essentiel. Le pays compte maintenant 7 684 villages de ce genre, dont les habitants représentent environ 85 % de la population totale.

- La production agricole est en constante progression. Par exemple, la région d'Arusha a rentré en 1975 une bonne récolte, et a vendu au marché 26 600 tonnes de maïs et 24 500 tonnes de blé.

- En 1975, le nombre des élèves des écoles primaires a atteint 1 532 000 ; en 1967, il n'était que d'environ 825 000.

Afrique du Sud

Un étudiant

tué par

la police

près du Cap

La police a ouvert le feu jeudi soir sur des manifestants à Guguletu, une des cités africaines de la péninsule du Cap, tuant l'un d'entre eux et blessant sérieusement un autre jeune Africain qui a été admis à l'hôpital dans un état grave. L'agitation n'a pratiquement jamais cessé dans les trois principales cités africaines de la péninsule, Langa, Nyanga et Guguletu, notamment parmi les étudiants.

Sahara occidental

La lutte armée garante de l'autodétermination

Le jeudi 24/2, un porte-parole du Front Polisario a tenu une conférence de presse à Marseille, en présence de nombreux journalistes.

«De tous temps, a-t-il déclaré, le peuple du Sahara Occidental a fait preuve d'esprit de résistance et s'est opposé durant son histoire à plusieurs envahisseurs, Français et Espagnols. Ces traditions de résistance se manifestent dans l'histoire actuelle».

Il rappelait les étapes les plus importantes de ces dernières années :

1960 : vote à l'ONU sur l'autodétermination ; découverte d'un important gisement de phosphate à ciel ouvert.

1970 : répression féroce d'un mouvement populaire

1972 : préparation de la lutte armée contre le colonialisme espagnol.

1973 : création du Front Polisario

10 mai 1973 : première opération armée.

Quatre ans après, le peuple sahraoui est toujours contraint de lutter les armes à la main pour conquérir la liberté.

Aujourd'hui, tous les hommes en âge de porter les armes sont des combattants ; dans les camps de réfugiés, les femmes aussi suivent une instruction militaire. La lutte remporte de nouveaux succès : sabotage des moyens de transports utilisés pour piller les richesses nationales (phosphates, établissements de nouvelles bases de combat. Les troupes marocaines et mauritaniennes sont sur la défensive.

Parallèlement à ces actions purement militaires, un travail d'explication politique est fait auprès des populations frontalières et auprès des militaires des armées ennemis, sur cette guerre injuste.

Un certain soutien des populations commence à se manifester (caches, renseignements, etc.).

Des volontaires mauritaniens combattent aux côtés du Front Polisario et ces temps-ci, certaines unités militaires mauritaniennes l'ont rejoint avec leurs armes.

Dans les camps de réfugiés, avec l'aide du Croissant rouge, le Front essaie de résoudre les problèmes les plus urgents et notamment celui de la santé.

A l'OUA, l'organisation d'un sommet extraordinaire pour résoudre le problème du Sahara Occidental a été fixé à avril. Le Front Polisario y siègera comme seul représentant légitime du peuple sahraoui. A l'actuel sommet de l'OUA, qui se tient en ce moment même à Lomé, malgré les pressions marocaines et mauritaniennes, un représentant du Front Polisario a été invité à siéger comme observateur.

Pour conclure sa conférence de presse, tout en soulignant l'aspect positif de la prise de position du gouvernement français en faveur de l'autodétermination du Sahara Occidental, le porte-parole du Front Polisario a regretté et condamné le fait que des armes françaises soient aujourd'hui utilisées contre le peuple sahraoui.

Expulsion du Canada d'un espion soviétique

Le physicien soviétique Lev Griogoreyevitch Khvostantsev, arrêté mercredi soir à Ottawa pour espionnage, a été expulsé jeudi soir du Canada. Il y était arrivé en novembre 1976 pour travailler au Conseil national canadien de la recherche aux termes d'un accord d'échanges conclu en 1971 entre le Canada et l'URSS. Dès son arrivée, indique le ministère de l'Immigration, il se mettait en rapport avec un chercheur du Conseil national pour tenter d'obtenir des documents classés «top secrets». Celui-ci alertait les autorités qui décidaient de surveiller les activités du scientifique soviétique.

Au début du mois de février, il offrait à deux reprises au même chercheur de lui donner de l'argent en échange de documents.

Le ministre canadien des Affaires extérieures a averti l'ambassade d'URSS à Ottawa dès mercredi soir et lui a fait part de son «désagrément».

PEKIN INFORMATION
1 an-52 Nos-21 F



Des ouvrières en train de dessiner des fleurs sur un rouleau d'impression à la manufacture de coton de l'amitié à Dar-es-Salam.

Statistiques du B.I.T. sur le chômage dans le monde

Le nombre des chômeurs dans plusieurs pays a atteint ou dépassé en 1976 les chiffres les plus élevés depuis la fin des années trente, indique une étude que vient de publier à Genève le Bureau international du travail (BIT).

Selon cette étude concernant une cinquantaine de pays, la progression du chômage s'est ralentie en 1976 mais son niveau est resté «préoccupant».

En France l'étude relève que le nombre des demandes d'emploi non satisfaites en novembre dernier a été proche du chiffre maximum enregistré par le BIT en octobre 1940 (1 059 200).

Au Royaume uni, le nombre de chômeurs complets a dépassé mensuellement le million, ce qui n'était pas arrivé depuis 1939. En Irlande, les demandeurs d'emploi n'ont jamais été si nombreux depuis 1940. En Espagne, il faut remonter à décembre 1941 pour trouver un chiffre plus élevé.

Quant aux pays en voie de développement, ils ont vu en général leur situation s'aggraver. Selon le BIT, à Porto-Rico, pour la première fois, le nombre de chômeurs a dépassé 20 % de la population active. En Inde, le nombre de demandeurs d'emplois s'est accru de 700 000 entre juillet 1975 (mois où le cap des 9 millions de chômeurs avait été franchi pour la première fois) et juillet 1976.

Le chômage a été particulièrement élevé pour les jeunes et les femmes.

Dans beaucoup de pays industrialisés notamment au Canada, aux États-Unis, en France et en Suède, plus du tiers de chômeurs sont des jeunes de moins de 25 ans.

Le nombre des femmes au chômage a

continué d'augmenter dans quelques pays industrialisés où le nombre total des chômeurs est en diminution.

En RFA, on comptait en juillet dernier 107 800 chômeurs de moins que l'année précédente mais 1 100 chômeuses de plus. En octobre 1976, relève encore cette étude, plus de la moitié des chômeurs en Autriche, en Belgique, en France et en Suède étaient des femmes.

EUROPE : les chiffres les plus élevés depuis 20 ans

L'Europe des Neuf compte à l'heure actuelle 5,9 millions de chômeurs, soit 5,6 % de la population, ce qui représente le chiffre le plus élevé depuis 20 ans.

Selon les derniers chiffres, de fin janvier 1977, le nombre de chômeurs dans la CEE a progressé de 5,5 millions d'unités fin décembre 76 à 5,9 millions fin janvier 77.

Par rapport à décembre 1976, le chômage a ainsi augmenté de 17 % au Danemark, 15 % en RFA, 9 % en Italie, 6 % en Grande Bretagne, 3 % en France.

Dans quatre pays européens (France, RFA, Italie, GB), il dépasse maintenant 1 million de personnes. La France, la RFA et les Pays-Bas ont un pourcentage de chômeur de 4,8 % par rapport à leur population active, la GB 5,7 %, l'Italie et le Danemark 7 %, la Belgique 7,5 %, l'Irlande environ 10 %.

Les chômeurs de moins de 25 ans constituent la part la plus importante des sans emplois, autour de 40 % pour la France, la Belgique, et les Pays Bas.

nouvelles intérieures

Sidérurgie

LES NATIONALISATIONS, UNE POMME DE DISCORDE

(suite de la p. une)

Donc, une seule préoccupation : le profit maximum (sur le dos des travailleurs) ; le reste étant du bla-bla-bla pour essayer de noyer le poisson.

Ce n'est pas Ceyrac — le patron des patrons — qui le contredit, puisque pour lui une meilleure compétitivité passe « par l'allègement des branches mortes », autrement dit les licenciements en masse.

Chez Sacilor-Sollac (Lorraine), la direction a préparé le terrain : « Tous les jeunes qui accepteront de quitter l'entreprise avant mai 1977 recevront leur indemnité de licenciement accompagnée de deux mois de salaire et d'une prime pour la recherche d'un emploi ».

« Tous les jeunes qui s'engageront pour un ser-

Drancy

DE L'EAU DANS LE GAZ MUNICIPAL

Rien ne va plus entre le PS et le PCF à Drancy (Seine-Saint-Denis).

Le PCF largement majoritaire n'entend pas laisser les élus socialistes mettre trop le nez dans le fromage municipal. Il a bien accepté que, comme l'année dernière, quelques membres du Parti de Mitterrand participent au conseil municipal mais pas plus. Et nos socialistes de s'en indigner, de réclamer une place de maire-adjoint « qui doit revenir au PS par le simple calcul proportionnel ».

Les zélus « démocratiques » ont d'ailleurs l'air bien décidés à ne pas céder puisqu'ils ont déjà publié un contrat communal sans consulter le PS.

Dans un appel à la population, le PS dénonce le fait que « le PC semble vouloir diriger notre ville à lui seul, reléguant le PS à un rôle de figurant ».

Et de poser la question : « Les communistes veulent-ils réduire l'influence du PS à Drancy ? »

Le PCF considère bien Drancy comme sa chasse gardée. Une ville de plus de 60 000 habitants et tous les marchés qu'elle représente vaut bien d'écraser au passage « ses alliés », fussent-ils ceux du Programme commun !

De Marseille à Paris, Drancy, ... on n'en finit plus de compter les crocs-en-jambe que se lancent nos « démocrates » dans la course au fromage municipal. Ils n'ont d'égal en ce domaine que les Chirac-d'Ornano,

vice militaire de 24 mois par devancement de l'appel auront la garantie de l'emploi au retour !

Quant à la prétendue gauche, elle accepte en fait qu'il y ait des licenciements, en témoigne la quinzaine d'« action » pour l'emploi (sous la houlette des dirigeants révisionnistes) où il est demandé : « Une meilleure indemnisation du chômage ».

De Marchais à Rocard,

chacun vante à qui mieux mieux la rentabilité de la SNCF nationale.

Séguy et les révisionnistes font l'apologie des nationalisations capitalistes « seule issue pour maintenir la compétitivité et assurer l'avenir de la sidérurgie française ».

Delors (PS) a déclaré : « Partout où c'est possible nous voulons la concurrence. Mais nous la voulons saine ! Quant à Attali

(conseiller économique de Mitterrand) : avec la « gauche » au pouvoir les structures économiques ne seraient pas bouleversées. Les nationalisations ne seront pas irréversibles.

La « gauche » se dit pour l'économie de marché, la libre concurrence, en somme rien d'autre que le système capitaliste actuel.

Révissionnistes et socialistes, les socialistes entre eux, sont divisés sur l'importance à donner aux nationalisations, sur l'application du Programme commun. Celui-ci est tout à fait mystificateur, quand il dit : « La responsabilité particulière de la puissance publique se traduira par des prises de participation financière pouvant aller jusqu'à des participations majoritaires » (p. 116). Les révisionnistes sont contre la majorité de capitaux privés, mais l'État majoritaire ou pas, l'exploitation restera la même.

Après le refus de Giscard de rencontrer Amalrik

DECLARATIONS EMBARRASSEES DES PARTIS BOURGEOIS

Mitterrand questionné par les journalistes à son retour de l'État sioniste et fasciste d'Israël a déclaré qu'il « comprenait l'attitude du président de la République ». Il a implicitement laissé entendre que la défense des libertés ne devait pas se faire au détriment de la « détente » en ajoutant : « (Il) traite d'État à État et non pas avec des particuliers ».

Marchais tout en liant la défenses des libertés à la détente a lui aussi laissé entendre qu'il ne fallait pas que la première vienne troubler « la coexistence pa-

cifique et la détente qui favorisent notamment l'essor de la démocratie ».

Quant aux Républicains Indépendants, ils ont déclaré à l'issue d'une réunion présidée par Poniatowski qu'il fallait « mener de front la détente... et le combat pour la liberté ».

Mais ces déclarations ne peuvent cacher que Giscard lui-même, dans le cas d'Amalrik, a jugé plus prudent de sacrifier la « défense des libertés » à la « détente ».

Tous se font des chantages des accords d'Helsinki et de la mystification dangereuse de la détente.

LA FIEVRE ELECTORALE S'EMPRE DE «L'EXTREME-GAUCHE»

La ligue « communiste », Lutte Ouvrière et l'Organisation « communiste » des travailleurs ont conclu un accord national en vue des prochaines municipales.

Luttes d'appareils, guerre en dentelles, magouilles, compromis, coups bas, nos trotskistes s'empresment de singer leurs modèles de l'Union de la gauche.

En somme la grenouille qui cherche à se faire aussi grosse que le bœuf... Il y a ceux (LO) qui voulaient s'en tenir à des listes de cartels, et ceux (OCT), plus malins et plus habiles à manier la démagogie qui veulent des listes ouvertes à des militants représentatifs du « mouvement de masse ».

Suivez mon regard, et veuillez voir rapporter à la quinzisième leçon du manuel « L'Art et la manière d'embobiner un syndicaliste honnête », que vous pouvez vous procurer auprès de tout dirigeant ou cadre intermédiaire de l'OCT.

Ceux-là surtout qui se réfèrent en parole au marxisme-léninisme et à la Chine ne sont apparemment pas gênés de se retrouver

côte-à-côte avec des professionnels de la calomnie anti-communiste et antichinoise, mais on a des principes ou on n'en a pas ! De toute façon, ce numéro de cirque se terminera par un désistement en faveur des révisionnistes et des sociaux-démocrates. C'est ça l'unité, la « démocratie ouvrière », la stratégie du débordement.

D'abord tu pipes au 1er tour les voix des travailleurs ou d'intellectuels combattifs, ensuite au second tour tu les ramènes dans le giron de l'Union de la gauche.

D'abord tu mets les sociaux-fascistes au pouvoir et quand ils ont installé une bonne dictature à la polonaise sur la classe ouvrière, tu les débordes. Il suffisait d'y penser...

C'est aux marxistes-léninistes de démasquer impitoyablement les manœuvres des trotskistes déclarés ou camouflés, de leur enlever leur masque de révolutionnaires pour montrer leur vrai visage de détachement avancé du révisionnisme. Un lecteur

Un PDG tire sur ses ouvriers grévistes

IL EST LAISSE EN LIBERTE !

Les ouvriers de la « Société méridionale d'applications plastiques » (SMAP), fabriquant des bateaux de type « Neptune » à Domazan dans le Gard, avaient prévu, à la suite de négociations salariales infructueuses, d'occuper leur entreprise.

Lorsqu'ils se sont présentés jeudi matin à 6 h 25 pour occuper ils ont reçu deux coups de fusil de chasse tirés par le PDG, M. Buissonadem.

Cinq ont été blessés et l'un d'eux a dû être hospitalisé à Avignon pendant la matinée car on craignait pour son œil.

Le PDG prétend qu'il se trouvait dans son bureau et a tiré après avoir fait des sommations lorsqu'il a vu des ombres « suspectes ». Le syndicat CGT de l'usine et l'UD-CGT contestent cette « version ». L'occupation, disent-ils, ne pouvait être ignorée du PDG. Elle avait été évoquée lors des négociations de la veille, lesquelles s'étaient déroulées dans une atmosphère « tendue ».

Néanmoins, après avoir été entendu par la police dans les locaux de son usine et non en prison, le PDG de l'usine a été laissé en liberté.

Léo Lagrange, un organisme au service du sionisme

Comme le rappelait le camarade J. Jurquet dans l'HR du 19 février, il nous faut, nous communistes, nous inspirer de « l'idéologie révolutionnaire de F. Yveton et des martyrs Algériens ! » Ces véritables héros, issus du peuple serait donnés leurs vies dans la lutte contre le colonialisme français.

Aujourd'hui, c'est le même idéal qui anime la lutte des peuple du tiers monde contre toute forme de domination, coloniale, néo coloniale, impérialiste, et social-impérialiste.

Aujourd'hui et encore demain, tomberont les héros du peuple, mais une chose est certaine, c'est que leur émancipation triomphera, comme le témoigne déjà l'essor des luttes victorieuses : Vietnam, Cambodge, Laos, Mozambique etc.

Mais les crimes qu'ont pu commettre les « socialistes » et les liens qu'ils ont eus, n'appartiennent pas au passé uniquement comme ils voudraient nous le faire croire, avec l'aide des révisionnistes du PCF.

On connaît très bien les liens étroits qui les unissent à Israël. Leur politique a toujours été dirigée contre les peuples arabes ; contre la lutte du peuple palestinien. Ceci en raison de leur nature de classe bourgeoise.

Un exemple

La fédération nationale Léo Lagrange est une entreprise régie sous la loi de 1901. Bien qu'elle se définit comme indépendante de toute organisation politique, ses responsables déclarent : « La fédé Léo Lagrange n'est la courroie de transmission d'aucun parti politique, mais ne saurait entrer en opposition avec le PS. »

On saisit mieux le sens

comme en témoigne ce texte.

Les paysans arabes, seront probablement très intéressés par la structure « sociale » du kibboutz ; peut-être les week-ends permettront-ils de voir les villages bombardés par l'armée raciste sioniste, et où peut-être l'histoire du kibboutz nous sera donnée.

Leur « socialisme » au sens le plus large du terme, n'en doutons pas un instant, nous fournira toutes des explications. Peut-être, sous

INSTITUT D'EDUCATION PERMANENTE

Léo Lagrange

Chère Camarade,

À l'initiative de l'Institut National, un voyage d'étude est organisé en Israël, du 1er juin au 15 juillet.

Pourront y participer 15 personnes au total, représentant personnes et stagiaires au niveau national.

Vous trouverez ci-joint la proposition de programme pour ce voyage.

Si vous êtes intéressé, il serait nécessaire que vous fussiez connaître votre candidature le plus rapidement possible à Michel Hamet, qui donnera son accord en fonction de votre pro-

de cette déclaration quand on sait que le secrétaire national n'est autre que Mauroy, et le secrétaire général : Antoine Blanca, membre du PS également.

On trouve aussi, pratiquement à tous les échelons de la hiérarchie des membres du PS.

leur standard « socialiste », inviteront-ils les voyageurs à se ranger derrière l'étandard sioniste pour participer à l'expansion de nouveaux territoires qui donnera naissance à de nouveaux kibboutz. Mais montreront-ils la résistance du peuple arabe ?

Certainement pas, mais arriveront-ils à la cacher... ? Un stagiaire à Léo Lagrange



la France des luttes

LINGERIE MAIL APRES LA LUTTE

LES OUVRIERES TEMOIGNENT

Le 30 janvier se terminait la lutte à la lingerie Mail.

Débutée le 22 décembre, l'HR en a rendu compte dans de nombreux articles.

Fabriquant des chemises et polos (HOM) et sous-traitant pour IPEM (Marseille), Mail emploie 220 femmes et 10 hommes.

Les revendications, avancées dès novembre étaient :
- 30 % d'augmentation
- 13e mois sur 3 ans
- 5 semaines de congés payés.

Invitée par la section CGT (seul syndicat de la boîte), une déléguée d'une boîte voisine, Gunther, avait raconté aux filles de la Mail leur lutte victorieuse.

DES DEBRAYAGES A L'OCCUPATION : DETERMINATION DES TRAVAILLEUSES

Les déléguées de Mail soumettent les revendications au patron Mayer qui refuse tout en bloc.

Elles appellent alors à 2h de débrayage reconductible tous les jours suivi par la grande majorité des travailleurs (une quarantaine de non grévistes dont les employés de bureau).

Teyssier, permanent à l'UL CGT et membre du PCF est présent dès le début aux négociations avec le patron ; les négociations ne donnent rien. Les débrayages continuent :

Le 18 janvier, Teyssier fait venir Chomat, conseiller général PCF, et un journaliste de l'Humanité qui «recueille» des témoignages du genre :

«J'ai 20 ans, je ne gagne pas beaucoup et je dois nourrir une famille.»

Chomat indique qu'il va «alerter les pouvoirs publics».

Pendant ce temps, la direction multiplie les pressions : lettres recommandées, mise à pied pour soi-disant bousculade.

C'est en fait le patron qui a tiré les cheveux d'une fille : écaurées, les filles débraient toute la journée du 19.

Le 20 janvier, Sanguedolce, conseiller général PCF et candidat à la mairie de St Etienne, vient à son tour ... appeler à voter pour lui aux municipales !

Le 24 janvier, le bruit court que le patron va déposer le bilan !

L'occupation est aussitôt décidée (à bulletins secrets : sur 120 votants, 12 seulement sont contre).

Dans l'enthousiasme, les filles organisent l'occupa-

tion bien déterminées à se battre pour voir satisfaire toutes leurs revendications et briser la menace de dépôt de bilan...

Le patron dépose le bilan le 25 après avoir dit aux non-grévistes de se présenter le 29.

NEGOCIATIONS DANS LE DOS DES OUVRIERES ET REPRISE

Le 27, une négociation a lieu entre Boutran (chambre de commerce), Teyssier, les déléguées et le patron.

Le patron accorde 50 centimes (moins l'augmentation prévue par la Commission paritaire pour les conventions collectives). La grève continue.

Le 29, les grévistes repoussent avec fermeté le patron et les non-grévistes. L'après-midi, une négociation a lieu à la préfecture. Sans l'accord des ouvrières, ni sans même les avoir prévenues. Teyssier et les

celles qui seraient mécontentes, il entamerait une procédure devant les prud'hommes. Depuis, rien.

LES LEÇONS DE LA LUTTE

Dans cette grève, les ouvrières étaient déterminées à se battre. Malgré la division entre grévistes et non-grévistes, le manque réel d'informations de la part des déléguées, elles ont su s'organiser elles-mêmes pendant l'occupation et pour la première fois les hommes faisaient grève avec les filles. Mais la vigilance est de rigueur car selon certains bruits, le patron va demander 3 000 puis 3 400 chemises par jour au lieu de 2 500.

CGT-PCF : RECUPERER ET ARRETER LA GREVE

Quant à la CGT, par l'intermédiaire de Teyssier, le principal de son action a été de faire de la propagan-



déléguées signent un protocole d'accord :

- levée du dépôt de bilan

- 50 centimes en mars (salaire de rattrapage appliqué en février), 50 centimes en juin.

- 13e mois en 4 ans.

- aucune sanction (mais maintien d'un jour de mise à pied pour la fille qui avait soi-disant bousculé le patron).

- et surtout, Teyssier a le droit de venir 1 h par mois à la lingerie !

Le 30 janvier, Teyssier et les déléguées annoncent le protocole et déclarent que l'action a assez duré !

Or, du fait de leur tour d'occupation la nuit précédente, une cinquantaine de grévistes sont absentes et ne peuvent voter.

Sur environ 95 personnes qui votent, 36 votent contre la reprise et 60 pour...

La reprise a lieu le 2 février.

Le 10 février, les ouvrières s'aperçoivent de retenues importantes correspondant à la production non assurée. Teyssier avait dit que pour

de à bon marché pour le PCF. Est-ce vraiment une coïncidence que la CGT ait fait manifester les ouvrières le jour où Marchais est venu à St-Etienne ? En outre, devant toutes les grévistes, Chomat et Teyssier n'ont-ils pas claironné qu'ils se présenteraient aux municipales ?

On peut dire que la CGT a vraiment récupéré la grève et a tout fait pour l'arrêter. Dans un tract, elle déclare : «Nous comprenons le mécontentement des 36 personnes qui ne voulaient pas reprendre le travail, mais il y a eu vote légal, la majorité l'a emporté.»

C'est faux : la réponse n'a pas été discutée, le protocole n'a pas été proposé aux ouvrières et un grand nombre de grévistes étaient absentes pour le vote ! Et la CGT ajoute : «Les propositions faites sont certainement plus appréciables que le chômage.» Cela revient à dire qu'il ne faut surtout pas se battre, que faire la grève équivaut à se faire renvoyer ! Quant aux perspectives d'action offertes par ce tract, c'est «adhérer à la CGT !»

Les déléguées peu expérimentées n'ont pas informé les ouvrières. Débordées, elles s'en sont remises à Teyssier et à ses arguments démagogiques du genre : «Si vous ne reprenez pas, c'est le chômage».

Le PCF, lui, n'est venu à Mail que pour obtenir plus de voix aux municipales. Dans un tract, Chomat déclare : «Vous avez remporté une grande victoire... je ne pense pas, avec la menace du dépôt de bilan, que la poursuite du mouvement aurait permis d'obtenir plus et il y avait beaucoup trop de risques».

La aussi, les mêmes arguments (est-ce par hasard ?) : 50 centimes, ce n'est pas si mal, il vaut mieux s'arrêter là, sinon c'est le chômage. Et quelles perspectives d'action propose-t-il ce monsieur ? adhérer à la CGT et adhérer au PCF !

L'ATTITUDE DES MILITANTS DE L'HUMANITE ROUGE

En revanche, les militants de l'Humanité rouge ont su gagner l'estime d'une partie des employés de Mail en leur apportant un soutien juste. Concrètement, ils sont allés voir les ouvrières pendant les débrayages et l'occupation et ont rédigé plusieurs articles avec elles.

Par leur intermédiaire, un ouvrier de la SNAC (boîte en lutte à Firminy près de Saint-Etienne) est venu discuter avec les filles du Mail. Un tract des militants de l'Humanité rouge parlant de Mail et dénonçant Teyssier a été distribué à la lingerie (les déléguées ont incité certaines à ne pas le lire) et dans d'autres boîtes de la ville, il a aussi été diffusé à l'entrée du meeting national du 16 février (Séguy, Maire, Henry)

Cela n'a pas plu à M.Teyssier qui, entouré de quelques gros bras de la CGT, a insulté les militants et a menacé de les expulser !

A présent, la plupart des ouvrières sont démobilisées mais le mécontentement est grand. Ce qu'il y a eu de positif dans cette action, c'est que malgré tous les obstacles (menaces de dépôt de bilan, manipulations de la CGT) les ouvrières ont su se mobiliser et s'organiser.

Des membres du personnel de la lingerie Mail et le correspondant HR

Gravelines-Nord

QUI A INTERET A LA DIVISION ?

C'est la question qui s'impose, à propos de la grève que mènent les travailleurs immigrés qui construisent la centrale nucléaire de Gravelines, près de Dunkerque. Les travailleurs immigrés, la moitié du personnel des chantiers sont en grève depuis lundi, pour une prime de déplacement et le paiement d'une heure de trajet. Mercredi matin, un piquet de grève s'est formé sur le chantier et seuls 6 agents de l'EDF ont pu y entrer travailler.

Mais depuis le début, le patronat fait tout pour lancer les ouvriers non-grévistes à forcer le piquet de grève des immigrés. Le patron espère ainsi créer des affrontements entre travailleurs français et immigrés, il se refuse par ailleurs à toute négociation.

Les travailleurs immigrés en grève sentent bien que leur grève doit gagner la solidarité des autres ouvriers et des usines alentours. Ce qui est facilité par le fait que la construction de cette centrale nucléaire n'est pas vue d'un bon œil par la population, qui sait que les mesures de sécurité sont loin d'être suffisantes.



Nord - Pas-de-Calais

Fermetures et chômage...

Dans le Nord, la société USINOR a annoncé le 18 février la suppression de plus de 2 000 emplois à Trith-Saint-Léger, près de Valenciennes sur une usine de 3 300 salariés. De même à Louvroil, près d'Aulnoye, c'est une usine Vallourec qui menace de fermer ses portes. Cette usine est une des plus importantes de la vallée de la Sambre, de plus en plus condamnée. Le catalogue ne s'arrête pas là :

- fermeture de Altec-Sopitec, à Sains-en-Gohelle. Les 330 ouvriers occupent l'usine depuis juin 76.
- fermeture de Batimeta, à Auchel. Les 150 ouvriers occupent depuis septembre 76.
- fermeture des établissements HK Porter, à Haillicourt. Les 104 licenciés occupent depuis le début du mois.
- fermeture de Beneto, à Béthune. Les ouvriers sont en grève depuis deux mois.
- fermeture à Rosy-Dim, à Haillicourt. Les ouvrières occupent depuis plus d'une semaine.

Comme on le voit, dans la plupart des cas de fermeture, les ouvriers et ouvrières réagissent en occupant les locaux. Les directions syndicales, dans le cadre de leur campagne sur l'emploi, ont organisé une manifestation à Valenciennes, le 23. Elle regroupa de 4 à 5 000 personnes. Sur le passage de la manifestation, les petits commerçants fermaient leur magasins en signe de solidarité. C'est en effet une région industrielle ancienne, qui est en train de mourir à petit feu. Des manifestations ont eu lieu aussi dans d'autres villes de ces deux départements.

Même si elles révèlent l'inquiétude de la population, ces «journées» organisées par des directions syndicales qui rêvent plus aux municipales qu'à la lutte contre le chômage, ne peuvent changer réellement une situation de plus en plus grave.

TARIFS D'ABONNEMENTS	
Pli ouvert	Pli fermé
1 mois (22 No)	32 F 70 F
3 mois (66 No)	95 F 210 F
6 mois (132 No)	190 F 400 F
Soutien	300 F 500 F
CCP : L'HUMANITE ROUGE	
No 30 226-72 - La Source	



Beauvais

La classe ouvrière lutte contre le chômage !

A Beauvais, le chômage s'aggrave, menaçant des travailleurs toujours plus nombreux. Près de 3 000 chômeurs sont recensés sur Beauvais. La liste des fermetures d'usines s'allonge toujours : après Ductair, Unico, Suma, une liquidation judiciaire est prononcée contre Produca et 800 ouvriers de DBA-Lookeed sont au chômage technique.

De graves menaces de licenciements pèsent sur les grandes entreprises comme DBA-Lookeed et Novacel. Ces menaces, le chômage, suscitent la colère de nombreux ouvriers.

Une manipulation électorale

Devant cette colère de classe, les organisations syndicales CGT-CFDT-FEN organisent une manifestation le 24 février. Mais l'objectif de la manifestation : «Se rendre ensuite auprès de la municipalité pour lui demander quelles actions elle va entreprendre pour contribuer à résoudre les problèmes de l'emploi sur Beauvais», cache mal la manipulation électorale téléguidée par la «gauche». La volonté de débordement, soutenue par les militants CFDT, reste liée à bien des illusions sur l'Union de la gauche.

800 ouvriers au chômage technique

C'est dans cette situation que vient de s'ajouter la mise au chômage technique de 800 ouvriers de DBA sur 2 300. Suite à la grève des ouvriers de Madil, à Vivier-Haucourt près de Mézières, la direction de DBA met au chômage technique, avec un salaire de 40 %, le tiers des ouvriers et menace de mettre toute l'usine au chômage technique et cela pour une durée indéterminée.

Il faut savoir que dans la fonderie de Madil, les ouvriers déterminés, organisés dans une section CGT sur des bases de lutte de classe, sont en grève depuis le 15 janvier, pour riposter contre la suppression des acquis comme le 13^e mois. A noter aussi que dans cette usi-

ne, l'unité est exemplaire entre les travailleurs français et les 80 % d'ouvriers immigrés.

Vers la riposte

DBA, à Beauvais, est une entreprise connue pour sa combativité ouvrière qui remonte à mai 68. Il y a peu de temps, comme s'en est fait l'écho notre journal, les 1 500 ouvriers mobilisés et unis ont fait reculer la justice bourgeoise qui s'attaquait à trois délégués et un syndiqué.

Dès le jeudi 17 février, 90 % du personnel se réunissait en AG. Mais si la CFDT proposait aux ouvriers mis au chômage de se rendre malgré tout à l'usine, la CGT commençait tout de suite à démobiliser, prétextant que 40 % du salaire, c'est mieux que rien du tout...

Là encore, le PCF s'efforçait de se mettre en valeur, en envoyant articles et motions court-circuitant une fois de plus les travailleurs. Cette division explique que le vendredi suivant, seulement 50 % du personnel se rendait en AG

où il était décidé que les travailleurs mis au chômage technique ne viendraient pas, mais que les syndicats empêcheraient les machines de ceux qui sont mis au chômage de tourner.

Les travailleurs de Looked sauront riposter aux mauvais coups tramés par la direction, tout en luttant contre les révisionnistes de la direction CGT. Car il n'est pas exclu que la direction DBA essaye d'utiliser ce conflit pour licencier et déplacer à Angers une partie de l'usine.

Correspondant HR

Liquidation judiciaire à Produca

Produca, à Beauvais, est une entreprise de 150 ouvriers travaillant en sous-traitance pour Renault, Chrysler, etc. Une «mauvaise gestion», due à la volonté des patrons d'étouffer l'entreprise conduisait, le 8 février, à la cessation de paiement. Cette entreprise sera cependant gérée 3 mois par un syndic, la fermeture souhaitée par les actionnaires étant repoussée d'autant. Dans l'entreprise, la section syndicale est une section CFDT combative qui a réussi dans le passé à mobiliser 90 % des ouvriers dans les grèves.

Cependant pour organiser la riposte à cette fermeture, les ouvriers de Produca doivent faire face également au PCF qui crée des problèmes.

Le PCF, qui ne se préoccupe pas des intérêts des travailleurs, cherche à faire de la publicité pour son organisation avant les élections. Aussi fait-il de la surenchère réclamant le blocage de l'entreprise.

Il envoie également des lettres aux notables sans se soucier de l'avis des intéressés. Nul doute que dans leur lutte difficile, les ouvriers de Produca sauront distinguer leurs vrais amis et leurs ennemis qui ne songent qu'aux fauteuils offerts par la bourgeoisie.

la France des luttes

Sarthe :

LES LOCATAIRES HLM REFUSENT LES AUGMENTATIONS DE LOYER

L'ENNEMI :

L'ETAT CAPITALISTE !

Dans de nombreuses cités HLM de la Sarthe, se tiennent actuellement des assemblées générales de locataires qui examinent la riposte à apporter aux hausses de loyers décidées par les offices (6,5 % le 1^{er} janvier, c'est-à-dire la hausse maximum tolérée par le plan Barre).

Déjà les locataires de cités du Mans (Coulaines - manutention - Square Laferrière, Foyer Manceau...) et du département (Mamers...) ont décidé de refuser cette augmentation et donc de payer le loyer à son montant de décembre 76.

Ils répondent ainsi au mot d'ordre commun lancé par les fédérations départementales CNL et CGL.

Ils estiment qu'il s'agit d'une agression contre le pouvoir d'achat des travailleurs, à un moment où les saisies se multiplient, où le chômage total ou partiel frappe toujours plus les travailleurs.

De plus, les locataires constatent que les hausses de loyers et de charges s'accompagnent en fait d'une aggravation de leurs conditions de logement.

- Immeubles de moins en moins entretenus.

- Aménagements (espa-

ces verts, terrains de jeux pour enfants...) négligés.

- Réparations jamais effectuées, ce qui oblige les habitants à vivre dans des appartements dégradés et parfois totalement insalubres (moisissures dues aux infiltrations d'eau par exemple).

Dans ces conditions, les locataires prennent conscience de la force qu'ils représentent.

Ils prennent conscience de l'ennemi qu'ils combattent.

- Si les réparations ne sont pas effectuées, c'est que l'Etat capitaliste réalise des économies sur le logement social, au détriment des conditions de vie des travailleurs.

- si le logement coûte de plus en plus cher, c'est que l'Etat capitaliste méprise les travailleurs, les exploite non seulement dans les usines, mais dans les quartiers.

Aussi, dans leurs luttes, les locataires tentent de déjouer les manœuvres. Ils aspirent alors davantage au socialisme et la conscience de la force qu'ils représentent les amène peu à peu au projet de renverser le capitalisme.

Correspondant HR.

A PROPOS DES GREVES DE 24 HEURES

CE QUE NOUS VOULONS

Nous publions ici des extraits d'une lettre envoyée par un cheminot marxiste-léniniste à propos d'un article de «Syndicalisme-hebdo» (édition cheminots), car comme le dit ce camarade, «ce genre de grève suscite des remous et une vaste opposition parmi les cheminots».

On nous dit «la réalisation d'une action de classe et de masse est primordiale et non pas sa durée, ni même, à la limite, sa forme».

C'est vrai ! Nous n'avons jamais dit que nous étions systématiquement contre les grèves de 24 heures ou contre les débrayages. De même, nous ne sommes pas des inconditionnels des grèves illimitées. Mais nous voulons qu'une action, quelle qu'elle soit, apporte un résultat positif, tangible pour la classe ouvrière et que dans sa masse elle le perçoive comme tel.

Si une pétition, si un débrayage, si une grève de 24 heures sert cet objectif et favorise la prise de conscience des travailleurs, alors nous serons pour.

Mais il apparaît que les dirigeants syndicaux, fédéraux et confédéraux, sont

pour le moins «aveugles» sur cette portée et la valeur des grèves de 24 heures répétées depuis des années. Il n'y a qu'à ouvrir les yeux autour de soi, parmi les travailleurs de son usine, de son chantier, de son service, pour constater la lassitude qu'amène de telles actions, y compris parmi ceux qui suivent l'appel des syndicats.

Nous voulons que l'action «dirigée contre le pouvoir», comme le dit la Fédération des cheminots CFDT, unisse la classe ouvrière sur des objectifs de lutte et non pas pour les objectifs électoraux de la fausse gauche.

- Parce que je considère que seule la dictature du prolétariat imposera la fin de l'exploitation et de l'oppression du capitalisme et permettra la construction du socialisme

- Parce que je désire participer à l'édification d'un authentique parti marxiste-léniniste unique

Je demande à adhérer à l'organisation des communistes marxistes-léninistes de France.

Dans ce but, «L'Humanité rouge» peut prendre contact avec moi à l'adresse suivante* :

Nom Prénom

Adresse

Signature

* Indiquer ici ton adresse ou une autre adresse par laquelle on pourra entrer en contact avec toi.





informations générales

Réforme des «rythmes scolaires» LA NOUVELLE TACTIQUE DE HABY : TOUT EN «SOUPLESSE»

(Suite de la p.1)

Diminuer les heures de cours et intercaler les activités de détente et de travail scolaire, cela semble mieux correspondre aux possibilités et aux besoins des enfants.

Ils ont du mal, c'est vrai, à fixer leur attention six heures par jour en restant assis, immobiles et sans parler sous peine d'être punis. Mais comment cela pourrait-il être appliqué ? Dans les grandes villes, notamment, combien d'écoles ont des cours de récréations vraiment adaptées à ces activités de détente que vante Haby ?

D'autre part, n'est-ce pas un prétexte tout trouvé pour diminuer les effectifs d'enseignants et favoriser la division des élèves dans une même classe en des groupes de niveaux différents, les activités récréatives étant

**Amis lecteurs
achetez toujours
l'Humanité rouge
dans
le même kiosque**

réservées aux «bas niveaux».

Haby veut faire croire aux enseignants et aux parents qu'il leur donne le choix et les consulte sur les méthodes pédagogiques employées à l'école.

Il veut donner l'impression qu'il se préoccupe du rythme d'apprentissage des enfants. En fait, c'est pour mieux tromper, pour essayer de faire passer en douceur les réformes par lesquelles la bourgeoisie veut adapter l'école capitaliste à ses tâches actuelles.

LES BUTS DE LA RÉFORME HABY

Face à la crise et aux nécessités de la restructuration la bourgeoisie a besoin de disposer rapidement d'un plus grand nombre de travailleurs manuels peu qualifiés, prêts à accepter des travaux sous-payés et une plus grande «mobilité de l'emploi».

L'école capitaliste se voit donc assigner la mission d'augmenter par une sélection accrue le nombre de jeunes qui ne feront pas de longues études, de diminuer la qualification et la culture générale acquises par les jeunes travailleurs.

Il lui faut trouver un moyen idéologique de sélection accrue qui permette en même temps d'essayer de maintenir voire de recréer le mythe de l'égalité des chances à l'école, de l'école «égale pour tous». C'est dans ce but qu'Haby se sert des «rythmes» et de la «vitesse» d'apprentissage comme le montrent ses projets initiaux de réforme qu'il a été obligé de modifier.

NOUVELLES METHODES: SELECTION ACCRUE

Une des pièces maîtresses de la réforme Haby était le cours préparatoire à deux vitesses, c'est-à-dire un CP rapide en un an pour les élèves «doués» et un CP «lent» en deux ans pour les autres. Sous prétexte d'adapter l'école au rythme des enfants il s'agissait ni plus ni moins d'instituer dès le CP une sélection par la vitesse et le rythme d'apprentissage. Le CP rapide permettait de donner l'habitude d'un rythme d'apprentissage rapide à des élèves déjà en majorité favorisés par leur origine sociale. Par contre le CP lent était dès le début à bien des

élèves la possibilité de rattraper «le rythme» et de se maintenir en bonne place dans la course aux diplômes et la compétition qui sont à la base de notre système scolaire.

HABY N'A PAS ABANDONNÉ SES PROJETS

Sous la pression populaire, il a renoncé au CP à deux vitesses, mais seulement pour adopter une tactique plus souple à la rentrée prochaine.

Il est prévu que les activités de CP pourront se prolonger au besoin en CE 1, ce qui correspond ni plus ni moins à la constitution de groupes de niveaux différents en CE 1 : un groupe «lent» et un groupe «rapide».

L'extension de la notion de «handicap» va s'étendre, allant, quelle que soit la bonne volonté des maîtres chargés du «traitement pédagogique» dans le sens d'une ségrégation accrue.

En 6^e Haby prétend que les élèves seront répartis sans distinction. En fait cela n'est vrai que pour environ 2/3 d'entre eux qui seront par ailleurs répartis pour certaines activités en groupes différents «de soutien» et d'«approfondissement». Haby a donc bien toujours l'intention de faire passer à la rentrée prochaine sa réforme de sélection accrue sous prétexte de «rythmes d'apprentissage différents».

PREPARATION DES MUNICIPALES A TOULON UNE XENOPHOBIE QUI S'AFFICHE !

Maurice Arreckx, maire de Toulon, fait campagne sur la base du slogan «Toulon aux Toulonnais» qui s'étale sur d'immenses affiches. Il faut dire que la réputation de xénophobie et de racisme de ce monsieur et de la municipalité ne date pas d'hier. Déjà le 10 août 73, le conseil municipal avait voté une motion présentée par l'ensemble de la presse nationale comme un exemple de racisme «affiché» où figurait alors le slogan «Toulon doit rester Toulon».

Arreckx déclarait alors finement «Si c'est être raciste que de veiller à la sécurité de ses administrés, alors oui, je suis raciste». Dernièrement, il a jugé bon d'ajouter «le racisme n'a rien à voir avec la politique ; on l'a dans les tripes».

C'est ce que prétendent tous les bourgeois qui veulent propager dans le peuple le poison du racisme pour le diviser et mieux pouvoir l'opprimer.

A PROPOS DU LICENCIEMENT DE JOCELYNE BODERE

PREMIER RECUL DE L'EDUCATION NATIONALE !

Après 6 ans d'enseignement au lycée de Vernon dans l'Eure au cours desquels elle n'a pris qu'un seul congé, un congé de maternité, l'Éducation nationale a décidé de licencier récemment la jeune femme sous prétexte d'«inaptitude physique à l'enseignement».

Une commission médicale a notamment prétendu qu'elle était «asthénique» (fatiguée) et qu'elle avait un poids insuffisant.

La SGEN-CFDT a aussitôt décidé de mobiliser les enseignants contre un mesure aussi arbitraire. «La loi Haby vise à rendre les enseignants conformes à un modèle idéologique, le recteur par de telles pratiques vise-t-il également à les rendre conformes à un modèle physique?» a déclaré le SGEN-CFDT de Vernon.

En se rendant auprès du recteur de l'Académie de Rouen pour exiger sa réintégration, une délégation avait appris que Haby lui-même proposait à la jeune femme de se représenter devant la commission médicale. Le recteur avait déclaré qu'il ne lui était plus possible de «revenir en arrière face à une décision médicale, laquelle fait autorité».

Depuis, un communiqué a indiqué «qu'à la demande de Haby le recteur recherchait une solution permettant de proposer un nouveau travail» à Mme Jocelyne Bodere.

PSYCHOLOGIE

La découverte la plus importante de ces dernières années !!!

Voilà de quoi il s'agit. Le très distingué Cyril Burt, ex-conseiller du gouvernement britannique, attaché au ministère de l'Instruction, annobli par sa très gracieuse majesté, et mort en 1971, avait démontré dans les années 20 que l'intelligence est un facteur héréditaire. Tous les enfants du Commonwealth et même, en partie, des États-Unis, ont, en vertu de cette théorie, été classés en niveaux d'intelligence. Inutile de préciser que, curieusement, les enfants des couches populaires sont tous des crétins congénitaux au regard de cette théorie et étaient censés ne pas pouvoir progresser.

L'essentiel des déductions de Burt reposait sur des tests effectués sur plusieurs dizaines de paires de jumeaux qui avaient été séparés par la vie et qui donc auraient pu voir leurs facultés évoluer différemment. Or les tests de Burt montraient que le quotient intellectuel restait très bas et absolument identiques chez les deux jumeaux.

Il n'y avait donc aucun doute. On pouvait baser là-dessus un système éducatif ségrégationniste au nom de la science.

Quelques psychologues et généticiens anglo-saxons trouvaient que ça puait un peu le racisme. Mais les faits

étaient là... Et puis, profitant de la mort de l'illustre penseur, ces savants réticents ont fait une enquête. Et c'est alors qu'ils ont fait la plus grande découverte de ces dernières années dans le domaine de la psychologie : le respectable Cyril Burt avait tout simplement *inventé* les résultats de ses travaux. Il avait même *inventé* ses deux collaborateurs qui n'ont jamais existé. En fouillant dans ses papiers, on s'est même rendu compte que ses fameux tests n'étaient que des gribouillis informes.

C'est là une véritable découverte qui devrait faire réfléchir les psychologues sur

les fondements de leur «science». Combien de «travaux» sur lesquels ils s'appuient sont, à un degré ou à un autre des mystifications. Il est bien évident, en effet, que le but de C. Burt et du gouvernement anglais était de créer de toutes pièces une théorie réactionnaire pour justifier les injustices sociales et l'exploitation des «inférieurs».

Le scandale qui vient d'éclater rappelle fort opportunément que plus que toute autre science, la psychologie a besoin de reconsidérer sérieusement les bases sur lesquelles elle s'est édifiée et qui la mettent au service des classes exploiteuses.





culturel

UN LIVRE A LIRE

«Rencontre avec un paysan français révolutionnaire»

De Suzanne Bernard

Suzanne Bernard,
une intellectuelle au service des luttes
des ouvriers et des petits paysans

«Rencontre avec un paysan français révolutionnaire», c'est le nouveau livre de Suzanne Bernard. Ce livre sur un paysan marxiste-léniniste est l'aboutissement de toute une évolution, d'une progression qui va de la révolte individuelle de l'artiste petit-bourgeois dans les années 55, au service des luttes des ouvriers et des petits paysans.

Il y avait eu entre temps la Grande Révolution culturelle prolétarienne en Chine et Mai 68 en France. Nous avons retracé au cours d'un entretien avec Suzanne Bernard les étapes successives de son évolution.

HR : Quel était votre point de départ ?

SB : La base commune à tous les artistes, intellectuels et écrivains issus de la petite-bourgeoisie, c'est qu'ils se sentent exclus, marginaux. La société leur refuse une place. Sans aller jusqu'à la conscience politique, on avait une révolte contre un monde faux basé sur de fausses valeurs sociales et culturelles. C'était la première étape de mon évolution. Elle a duré 15 ans.

Est-ce que tu peux préciser ce que vous faisiez sur le plan artistique à cette époque ?

Dans les faits, c'était un travail solitaire coupé des autres, coupé de la réalité sociale, un travail de recherche stérile sur le langage. On manifestait un besoin de vraie communication avec les autres, avec n'importe qui. Mais c'était plus difficile de comprendre à l'époque qu'aujourd'hui. Il n'y avait pas eu Mai 1968.

Qu'est-ce que vous avez fait plus concrètement ?

Nous avons compris que le travail solitaire était stérile. Et là le facteur économique a joué. Je me suis trouvée en possession d'une petite somme que j'ai consacré à un certain type d'action collective : l'ouverture d'une galerie d'art socio-expérimental.

C'était la recherche d'un art qui serait pour tous, cela impliquait la lutte contre le marché de l'art et le contact direct avec le public le plus large.

Nous avons fait des recherches et des expériences dans des disciplines très diverses : arts plastiques, architecture, danse, etc.

Quelles leçons tires-tu de la galerie et de son échec ?

On peut expliquer l'échec par des raisons économi-

ques. Du moment que nous refusions le marché de l'art toutes les portes nous étaient fermées. Nous avons rapidement épuisé nos ressources. Ce que nous voulions, c'était parvenir sur la base de recherches pratiques à ce que l'art soit fait par tous.

Auparavant, il était fait par l'avant-garde parisienne de la petite-bourgeoisie. C'était une recherche qui visait à mettre le spectateur en état d'expression et de création. Nous étions contre les élites, contre les spécialistes. Nous pensions que l'artiste avait une fonction sociale. Nous étions contre l'art gratuit. Mais l'art social pour qui ?



Peux-tu parler des premiers contacts que vous avez eu avec les travailleurs ?

Il y avait des travailleurs qui venaient. Nous avons fait «Questions posées aux artistes». Les questions exposées avec les œuvres permettaient une démystification de l'œuvre plastique. Mais le contact avec les travailleurs a été stoppé par les révisionnistes.

Et l'«Opposition artistique» ?

Parallèlement à ces recherches, nous avons voulu faire une action plus révolutionnaire, lire Marx, Mao Tsé-toung etc. et nous avons ressenti la nécessité de fonder un journal de combat : «L'Opposition artistique».

Ce journal était fait par des artistes intellectuels d'extrême-gauche, non PCF.

C'était un peu éclectique au début. Il y avait même des trotskistes et des anarchistes. Nous étions pour la défense des droits de l'artiste, pour le contact avec la classe ouvrière, pour la naissance d'un nouvel art prolétarien et la critique du révisionnisme. Nous étions pour la recherche du contact avec les gens apparemment non concernés par l'art et qui refusent un art de classe bourgeois.

Dès le premier ou deuxième numéro, nous avons été trainés dans la boue par «L'Humanité blanche».

Que s'est-il passé au moment de la Révolution culturelle ?

La Révolution culturelle a permis de voir clair. La prise de position de l'opposition artistique en faveur de la Révolution culturelle a provoqué l'éclatement, la démission de la majorité de ses membres.

Cela a été très rapide. Cela se passait en 66. Nous avons continué à deux à sortir le journal, nous avons fait un numéro spécial sur la Révolution culturelle alors que dans la presse bourgeoise il y avait un courant de désapprobation unanime de la Révolution culturelle.

Nous avons fait aussi un numéro spécial sur les «résolutions d'Argenteuil» (propositions du parti révisionniste en matière de culture). En 1967, nous nous sommes engagés aux côtés des ML et «l'opposition artistique» est devenue l'organe culturel du «Mouvement communiste français» puis du PCMLF jusqu'à l'interdiction.

Quels étaient les buts du projet de livre sur le paysan ?

Le but essentiel, c'était de donner la parole à un paysan révolutionnaire d'aujourd'hui. Non pas réaliser

une œuvre d'auteur à partir des enregistrements, mais faire entrer, à l'état brut, le personnage et son discours dans un ouvrage littéraire.

Je voulais surtout éviter le reportage journalistique. C'est là quese situait le travail de l'écrivain.

C'est là qu'intervient la «refonte idéologique» de l'intellectuelle ?

Oui, ou plus exactement l'idée de cette possibilité. Aujourd'hui, en Chine, il est admis pour les artistes et les intellectuels la nécessité de se tourner en direction des masses révolutionnaires pour transformer leur conception du monde. Dans notre société, cette refonte ne peut s'effectuer qu'après d'une avant-garde de paysans et d'ouvriers.

Je tiens beaucoup à cette notion d'avant-garde, au sens léniniste du terme. Avant-garde prolétarienne dont le rôle essentiel consiste à «éduquer les masses elles-mêmes, à les débarrasser de l'influence petite-bourgeoise... «Lutte de masse longue et difficile», dit encore Lénine...

C'est le travail de révolutionnarisation dont parle le président Mao...

Chez nous, cette idée de refonte des intellectuels est peut-être celle qui suscite, même chez les intellectuels progressistes, le plus de controverses, de restrictions, d'oppositions. Pour moi, grâce à l'expérience que j'ai vécue auprès d'Arthur, la chose m'est apparue comme une vérité fulgurante. J'ai été bouleversée. Bien sûr pour que cette refonte soit profonde, réelle, durable, il aurait fallu que je vive et que je renouvelle fréquemment mes séjours. Je me suis sentie quand même changée au niveau quotidien, au niveau des réactions les plus simples. C'est d'abord l'impression d'un changement qui apparaît, un changement difficile à préciser, à analyser. L'important pour moi reste d'avoir perçu la vérité, la réalité de cette notion de refonte, que j'abordais auparavant d'une manière seulement intellectuelle. Mais je crois pour finir que ces expériences basées sur la pratique sont difficilement communicables à qui ne les a pas vécues.

«Les intellectuels
non rééduqués
n'étaient
pas propres»

Une citation du président Mao

«... Je suis un homme qui est passé par l'école et j'y avais acquis les habitudes d'un étudiant ; devant la foule des étudiants qui n'auraient pu porter quoi que ce soit sur leurs épaules ou dans leurs mains, j'aurais cru manquer de dignité en faisant le moindre travail manuel, comme par exemple de porter moi-même mes bagages sur l'épaule. En ce temps-là, il me semblait que seuls les intellectuels étaient propres, et que, comparés à eux, les ouvriers et les paysans étaient toujours sales.

Je pouvais porter les vêtements d'un autre intellectuel parce que je pensais qu'ils étaient propres, mais je n'aurais pas voulu mettre les habits d'un ouvrier ou d'un paysan, car je les trouvais sales.

Devenu révolutionnaire, je vécus parmi les ouvriers, les paysans et les soldats de l'Armée révolutionnaire et, peu à peu, je me familiarisai avec eux, et eux avec moi. C'est alors, et alors seulement, qu'un changement radical s'opéra dans les sentiments bourgeois et petits-bourgeois qu'on m'avait inculqués dans les écoles bourgeoises. J'en vins à comprendre que, comparés aux ouvriers et aux paysans, les intellectuels non rééduqués n'étaient pas propres ; que les plus propres étaient encore les ouvriers et les paysans, plus propres, malgré leurs mains noires et la boue qui collait à leurs pieds, que tous les intellectuels bourgeois et petits-bourgeois.

Voilà ce que j'appelle se refondre, remplacer les sentiments d'une classe par ceux d'une autre classe...»

Ce que j'ai voulu faire, c'était montrer un petit paysan révolutionnaire tourné vers l'avenir pour détruire l'image qu'on donne toujours, du paysan tourné vers le passé, passéiste.

«Rencontre avec un paysan révolutionnaire» est édité chez Pauvert. Prix : 29 F.

On le trouve notamment à la Librairie «Les Herbes sauvages», 68, rue de Belleville 75019 Paris.

(EXTRAITS)

... Je regarde dans la même direction, et là, au milieu de la nature, perdu dans un champ où l'on discerne les rangées des bras noirs, tordus des vignes, j'aperçois la silhouette d'un homme debout, tout seul sous le soleil.

«Voilà, s'écrie Arthur, on a l'exemple sous les yeux. Tu vois, c'est un paysan, un vieux paysan, il y a cinquante ans qu'il travaille. Eh bien, il a remis ses terres à un propriétaire foncier, c'est-à-dire à un gars qui achète des terres à Orange, un peu partout, il lui a vendu ses terres vu qu'il n'avait pas d'enfant, que le père et la mère sont morts, bon, il n'en pouvait plus d'aller au marché, de vendre ses raisins, de ne pas les vendre, il a dit : " Moi j'en

ai marre, je vais donner ces terres". Il a donné pour une rente viagère, mais lui, qu'est-ce qu'il fait maintenant ? Il s'ennuie, il n'a plus de terre, alors il va travailler chez le gars à qui il a vendu, il vient tailler dans ses propres vignes que lui il a plantées, et il est tout seul. Ce n'est pas qu'il en a tellement besoin, mais il est attaché à ses vignes, il les avait bien installées, et tout ça... Alors il aime encore travailler dans sa propriété, maintenant il travaille pour le patron, il est ouvrier dedans son bien... Et c'est assez fréquent, cette situation. Seulement il y en a qui vendent et ne vont plus travailler après, ils préfèrent aller au café, bon, finir la vie comme ça...»

l'Humanité Rouge

LE PROFIT MAXIMUM ET LE NUCLEAIRE

Les importantes manifestations de masse qui ont eu lieu ces derniers temps contre l'implantation de centrales nucléaires notamment à Malville, en Alsace et dans la Manche montrent que la population est de plus en plus consciente des dangers qu'une utilisation du nucléaire guidée par la recherche du profit maximum fait courir aux travailleurs.

Face à ce sentiment collectif, renforcé par plusieurs accidents, le grand capital et son monopole d'État EDF prétendent que «toutes les mesures de sécurité sont prises» : l'exemple de la «fuite de Grenoble» montre qu'il n'en est rien...

À Grenoble ont été construites deux installations importantes : le centre d'études nucléaires de Grenoble (CENG) et l'Institut Paul Langevin. Un réacteur nucléaire à haut flux y a été installé en 67, n'atteignant sa pleine capacité de fonctionnement qu'en 1971. En 1974, un peu de matière fortement radioactive, de l'antimoine, se répand dans l'eau de la piscine dans laquelle baigne en permanence le centre du réacteur. L'antimoine est une matière extrêmement soluble ; elle se dissout dans l'eau de la piscine et les 600 m3 d'eau contaminés deviennent radioactifs : les travailleurs du centre deviennent du coup exposés à des radiations dangereuses quatre fois supérieures aux normes de sécurité. Mais que va-t-on faire de cette eau contaminée, qui représente 40 m3 après un premier filtrage ? Tout simplement la jeter dans les égouts de la ville comme de vulgaires eaux usées.

Un camion-citerne spécial vient pomper les eaux. Un accident se produit alors ; lors du remplissage du camion, la citerne déborde et 90 litres d'eau s'en vont contaminer le bitume qu'on doit alors décoller au marteau pneumatique et stocker.

Malgré cela l'antimoine 124 va très tranquillement être évacué dans les égouts de la ville : 42 millicuries en septembre, 50 en octobre, 65 en janvier, 100 en mars et jusqu'à 250 en septembre 1975.

Du coup, l'eau de la nappe phréatique qui alimente en eau de consommation courante une

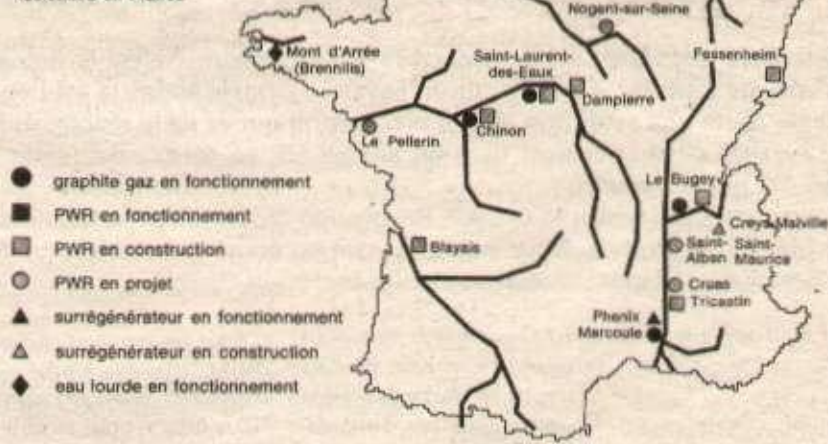
bonne partie de la ville se trouve contaminée. Elle devient extrêmement dangereuse sans que la population s'en rende compte, et sans que l'on puisse mesurer les conséquences de cette pollution radioactive puisque les effets néfastes de la radioactivité peuvent se manifester longtemps après la contamination. Or, et voici le plus énorme, le plus significatif de la société capitaliste dans laquelle nous vivons, pendant un an, bien que la pollution radioactive ait été décelée par les services de sécurité, la population n'est pas informée des dangers encourus et elle ne le serait pas encore si certaines personnes informées par elles-mêmes n'avaient pas porté plainte.

Pour quelles raisons les habitants de la ville n'ont-ils pas été avertis ? Tout simplement, et c'est reconnu et défendu officiellement, pour ne pas provoquer de réactions de la part de la population ! Réactions qui, on s'en doute, auraient eu une portée nationale et donc de fâcheuses conséquences pour les trusts de l'électro-nucléaire : ceux-ci se refusant à diminuer leur rentabilité par des dépenses de sécurité.

Ce silence criminel, dicté par la recherche du profit et la peur des masses populaires, correspond tout à fait à la politique constante de l'État du capital monopoleur. Par exemple, un rapport envoyé aux élus locaux, le rapport d'Ornano, prétend que «la solution consistant

LA CARTE DU NUCLEAIRE

Les centrales nucléaires en France



à vitrifier les déchets radioactifs est une solution techniquement au point».

Or, rien n'est plus faux, la vitrification des déchets continue à poser de multiples problèmes. Tout d'abord, ces déchets doivent

être traités selon une technique qui n'est pas industriellement maîtrisée et d'autre part on ignore les conséquences à long terme de la vitrification. En somme, le gouvernement cherche là encore à mystifier les travailleurs.

NOTRE POINT DE VUE

Dans ces conditions, quel est le point de vue des marxistes-léninistes ? C'est tout d'abord de dénoncer devant les travailleurs le grand capital qui se moque des conditions de sécurité nécessaires à la santé des masses populaires, de susciter et de soutenir les mouvements de masse qui frappent les intérêts monopolistes.

Mais en même temps, il s'agit de montrer que le problème est un problème d'ensemble qui ne se limite pas au nucléaire : la catastrophe de Séveso en Italie l'a montré puisque dans ce cas-là, c'est l'industrie chimique qui a été à l'origine de la contamination de la population ; de plus, il y a quotidiennement des milliers d'ouvriers qui sont contaminés gravement, d'autres qui meurent de ce qui est pudiquement appelé des «maladies professionnelles».

Le nucléaire présente des particularités notamment des conséquences incalculables au niveau des générations futures si les mesures de sécurité ne sont pas adaptées, mais dans son fond, le problème n'est pas différent : c'est-à-dire qu'il est faux de prétendre que l'énergie nucléaire en soi est inutilisable. Il est possible de maîtriser l'énergie nucléaire pourvu que le profit ne soit pas au poste de commandement, mais que ce soient les intérêts et notamment la santé des travailleurs qui prime. Signalons d'ailleurs que ce n'est pas le cas avec le Programme commun dont les

chefs de file ont bien souligné ces temps-ci qu'ils respecteraient l'économie de marché c'est-à-dire la loi du profit maximum.

De plus, un autre aspect des inquiétudes légitimes que suscite l'énergie nucléaire réside dans la menace d'une guerre atomique que font peser les deux superpuissances sur l'Europe et le monde. L'énergie nucléaire même lorsque ses applications sont dites pacifiques, évoque irrésistiblement la bombe atomique. Or, là encore, tout en dénonçant le cynisme et la barbarie des superpuissances qui envisagent une guerre nucléaire pour se partager le monde, il est indispensable d'apprendre à ne pas craindre la bombe atomique, c'est-à-dire à ne pas se soumettre au chantage et à l'agression d'une superpuissance : il faut d'ailleurs noter ici que le social-impérialisme soviétique mise beaucoup sur le chantage nucléaire pour mettre à genoux les peuples d'Europe. Or, l'exemple du peuple vietnamien est là : c'est plusieurs «Seveso» qu'a connu ce peuple héroïque et pourtant il n'a pas cédé et même il a vaincu face à l'impérialisme américain.

Bref, notre point de vue, c'est un point de vue de lutte résolue qui ne sous-estime pas les méfaits de l'ennemi de classe, le capital monopoleur et les deux superpuissances, et en même temps un point de vue résolument optimiste sur l'avenir.

LE CAPITAL MONOPOLEUR ET L'INDUSTRIE NUCLEAIRE

1 - TRAITEMENT DU MINERAL 50 % Pechiney-Ugine-Kuhlman (PUK) 10 % CEA (Commissariat à l'énergie atomique) 40 % Caisse des dépôts État	4 - FABRICATION DU COMBUSTIBLE PUK
	5 - TRANSPORT Société transnucléaire PARIBAS 27 % PUK 20 %
2 - RAFFINAGE 51 % UCP contrôlée par PUK 34 % CEA	6 - TRAITEMENT DES COMBUSTIBLES ET DÉCHETS CEA
3 - ENRICHISSEMENT EURODIF contrôlé par le CEA USSI contrôlé par PUK	7 - RÉACTEURS ET CENTRALES NUCLEAIRES FRAMATOME 51 % Creusot-Loire (Empain-Schneider) SOGERCA 54 % CGE